

## PLOËRMEL. CENTRE DES IMPOTS: LES AGENTS MAINTIENNENT LA PRESSION

Publié le 17 Sep 19 à 12:45



« C'est triste de voir qu'ici à Ploërmel, on a aucun élu avec nous. Hier à Auray, ils étaient une trentaine... ».

Un sentiment d'amertume régnait ce mardi matin devant le centre des impôts de Ploërmel, fermé pour cause de grève. Car les agents des finances publiques du Morbihan qui manifestent contre les projets de restructuration qui planent sur les services de finances publiques, savent bien que la mobilisation des élus est un élément essentiel de l'issue de leur combat.

Ils citent d'ailleurs l'exemple de Loudéac où là aussi de très nombreux élus, portant leurs écharpes tricolores ont exprimé leur mécontent face à ce qu'ils estiment être un nouveau coup porté aux territoires ruraux. Et cet argument peut avoir du poids auprès des plus hautes instances de l'Etat. Car les membres de l'intersyndicale savent bien que si un recul doit avoir lieu sur la restructuration, la décision viendra du sommet de l'Etat. Et la fronde des élus locaux peut avoir un impact.

« C'est dommage qu'ici, aucun élu ne soit là. On les a pourtant relancés hier... », grommelle un manifestant. Sur une table, la pétition reçoit un accueil plutôt favorable du public. « Moi je vous soutien. On en a marre qu'ils ferment tous les services. Bientôt on n'aura plus qu'internet comme interlocuteur... », peste cette usager qui signe sans hésiter la pétition.

Les membres de l'intersyndicale dénoncent un projet qui pourrait réduire à l'état de coquille vide certains centres comme celui de Ploërmel, obligeant les usagers à faire des kilomètres pour avoir un rendez-vous. Les maisons de service au public - désormais il faudra dire Maison France Service- présentées comme une alternative à ces restructuration ne répondent pas aux besoins de la population, selon les syndicalistes. « On n'est pas contre ces maisons de service, au contraire. Mais il ne s'agira que d'un contact qui permettra aux gens d'avoir un rendez-vous très loin de chez eux. Il s'agit de questions de fiscalité donc très techniques et complexes et seuls les agents formés peuvent apporter une réponse précise à ces questions. Ce ne sera pas le cas », préviennent les représentants syndicaux.

Ils attendent sans illusion un rendez-vous que leur a fixé lundi prochain leur directeur départemental. « On ne sait pas encore si on ira. Si on y va, ce sera pour exprimer notre désaccord sur le plan de restructuration », préviennent-ils.

Il y a quelques semaines, l'intersyndicale des finances publiques du Morbihan avait expliqué ses craintes en faisant signer des rations sur les marchés, [comme à Ploërmel par exemple \(lire ici\)](#).